

RAPPORT ANNUEL 2023



WWW.CORAPRDC.ORG



Coalition des Organisation de la Société Civile
pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique

6 EAU PROPRE ET
ASSAINISSEMENT



7 ÉNERGIE PROPRE
ET D'UN COÛT
ABORDABLE



11 VILLES ET
COMMUNAUTÉS
DURABLES



14 VIE
AQUATIQUE



15 VIE
TERRESTRE



A propos de la CORAP



La CORAP est une plate-forme des Organisations de la Société Civile impliquant plus de 50 organisations engagées dans le monitoring des réformes du pays tenant compte des engagements pris au niveau national, régional et international, ainsi que les actions publiques mises en place par les autorités publiques en RDC.

Elle a comme vision de placer la Société Civile et les communautés locales au cœur de toutes les réformes en tant qu'interlocuteur incontournable,

dont les prises de position sont porteuses et contribuent à la prise en compte du bien-être social des populations congolaises.

Elle s'est pour ce faire assignée la mission de mobiliser constamment les organisations de la Société Civile pour influencer positivement les politiques étatiques en faveur des intérêts socio-économiques des communautés locales.

Objectifs

Renforcer la participation et le rôle des organisations de la Société Civile et des communautés locales dans le suivi des réformes et actions publiques, ainsi que dans le contrôle de la gouvernance





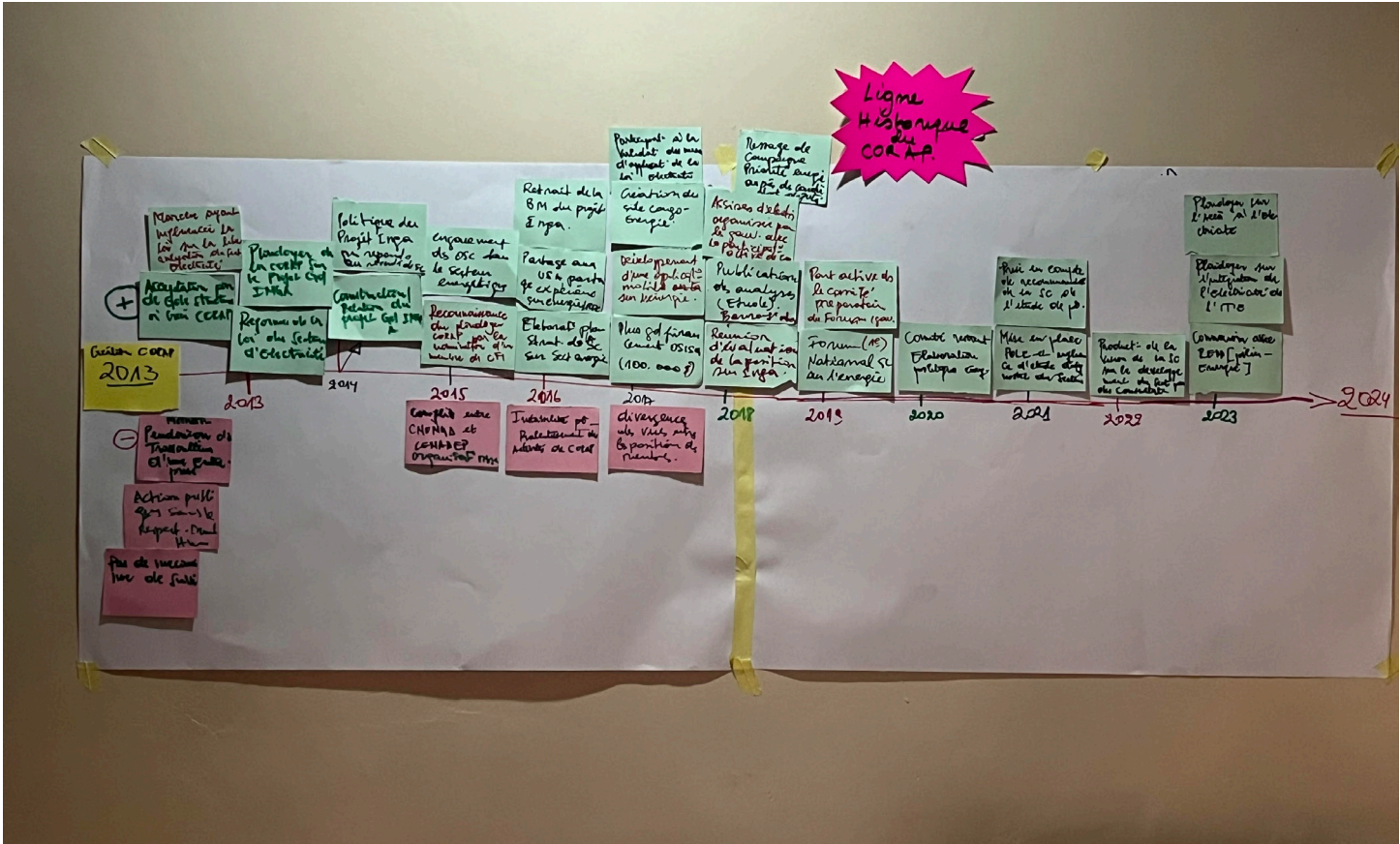
Notre approche

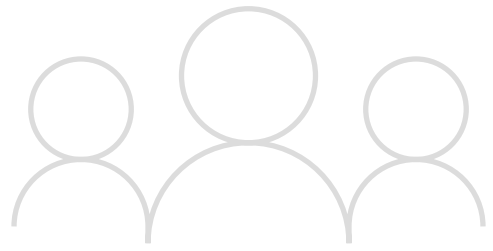
La CORAP a développé une expertise avérée dans la défense des droits et intérêts des communautés. Ses actions sont basées sur les recherches, le renforcement des capacités, la sensibilisation et le plaidoyer. Cela dans une logique d'une connexion profonde avec les communautés locales au niveau national, légitimant ainsi notre action dans le plaidoyer auprès des institutions.

De manière spécifique, en ce qui concerne le suivi des réformes, la CORAP met le focus sur les secteurs suivants :

NOS DOMAINES D'INTERVENTIONS SONT LES SUIVANTS

	DROITS HUMAINS
	ENVIRONNEMENT, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE
	GOUVERNANCE
	CADRE POLITIQUE, LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE
	DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE





LE SECRÉTARIAT EXÉCUTIF NATIONAL

Au quotidien, c'est le Secrétariat Exécutif National qui est l'organe chargé de la gestion de la plateforme. Elle est animée par une petite équipe d'acteurs très engagés pour la défense des droits et intérêts des communications locales. Ils sont les suivants :



01 Emmanuel Musuyu
SECRETAIRE EXECUTIF



02 Iris Kashindi
CHARGE DES PROGRAMMES



04 Djuma kumboso
CHARGE D'ETUDE



05 Justin Mobomi
CHARGER DE PLAIDOYER



06 Naomie Kazadi
ASSISTANTE ADMINISTRATIVE & FINANCIERE



07 David Musungayi
ASSISTANT AU PROGRAMME & JURIDIQUE



08 Jeremie Mupepe
CHARGE DE COMMUNICATION

MOT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

L'année 2023, est une année électorale pour la République Démocratique du Congo (RDC). Qui dit élection, dit le pouvoir qui revient au peuple, lequel est mis devant ses responsabilités pour se choisir des dirigeants devant répondre à ses attentes.

Parlant de ces attentes, il peut être question de l'amélioration des conditions sociales des populations par l'accès aux services sociaux de base (eau, électricité, santé, éducation, etc.) ; de l'amélioration du pouvoir d'achat des populations par la création des emplois et en favorisant plus d'investissements dans les activités économiques. Mais aussi, le besoin peut être celui lié à la construction des infrastructures adéquates, entre autres les routes, pour faciliter les échanges entre les milieux ruraux, périurbains et urbains.

Après plusieurs échéances électorales en RDC, notamment en 2006, 2011, 2018 et 2023, La grande question qui demeure est celle de savoir si réellement la population en général et particulièrement les communautés locales, bénéficient-elles d'une considération particulière de la part des acteurs politiques qui obtiennent des mandats de représentation à différents niveaux de l'État ? Est-ce que ces derniers y vont pour vraiment défendre les intérêts populaires ou individuels ou encore familiaux ?

Alors que dans l'entre-temps, les populations, spécialement celles vivant en milieux ruraux et périurbains continuent à vivre

une dimensions d'extrême pauvreté, sans électricité, ni eau potable, et avec une prise en charge santé assez faible. Pendant que le niveau de l'éducation du pays, qui a connu une chute spectaculaire sur les 20 dernières années, peine à se relever, la dégradation de l'environnement risque d'impacter négativement le bassin du Congo, qui est un poumon mondial important dans le contexte du changement climatique qui se vit actuellement.

Une citation des enfants de l'empereur - Claire Messud, dit : "Si la démocratie a une utilité, c'est de permettre que la voix du peuple soit entendue et sa volonté respectée. Ce n'est pas de l'idéalisme, c'est une réalité. Et une responsabilité."

Face à ce qui précède, la CORAP se trouve dans l'obligation de renforcer son action pour défendre et faire entendre les voix de cette population et ces communautés locales qui demeurent victimes d'une escroquerie politique, économique et environnementale au niveau national et international.

Il est plus qu'urgent que toute action de développement soit centrée sur les besoins des populations (communautés locales), dans une vision qui prend compte de façon égale les trois dimensions de développement durable (Économie = Environnement = Social). **C'est pourquoi, nous appelons à ce que le pouvoir revienne à son propriétaire qui est le peuple !**



Contexte de travail en 2023

L'année 2023, était une année de tous les enjeux pour la République Démocratique du Congo, RDC en sigle, tant sur le plan politique, économique, sécuritaire et social. Mais aussi, il était question de faire face aux enjeux au niveau international caractérisé par la poursuite des combats entre la Russie et l'Ukraine, le conflit entre l'Israël et la Palestine. Le changement climatique est également resté un facteur important au niveau global qui s'est encore plus manifesté en 2023, par la présence de plusieurs conséquences. Le changement climatique est également resté un facteur important au niveau global qui s'est encore plus manifesté en 2023, par la présence de plusieurs conséquences.

Nous signalons ici quelques faits remarquables, qui ont impactés le contexte au niveau national :



Sur le plan politique

Le 20 décembre 2023, la Commission Électorale Nationale Indépendante, avait organisé des élections historiques, qui ont impliqués les différentes échéances telle que prévues par la constitution, alors que cela n'était pas fait par le passé. Il s'agit des élections présidentielles et législatives nationales et provinciales, ainsi que municipales.

Malgré cette avancée significative d'inclure dans le processus les élections municipales, il est ressorti qu'il s'agissait des élections le plus controversées de l'histoire de la RDC, parce qu'elles ont été entachées de plusieurs irrégularités, selon plusieurs rapports des missions d'observations électorales nationales et internationales. Cela demeure, comme dans le passé, une source de contestation, occasionnant ainsi la crise de légitimité avec toutes les conséquences y afférentes.

Sur le plan sécuritaire

Le pays reste confronté à de multiples agressions par des groupes armés dans le grand Kivu, notamment dans plusieurs territoires et localités du Nord Kivu, à l'occurrence: Béni, Rutshuru, Bunagana, Sake, Goma par les M23 soutenu par le Rwanda. Bien au-delà, la province de l'Ituri est également sous les coups des rebelles de CODECO. Ce qui avait conduit les autorités congolaises à instaurer depuis le 10 mai 2022 dans ses deux provinces (Nord Kivu et l'Ituri) le régime de la légalité d'exception, dans sa dimension de l'état de siège.

D'autres problèmes sécuritaires rencontrés durant l'année étaient les conflits communautaires entre les Teke et Yaka, les banyamulenge et le Mai Mai au Sud Kivu et plusieurs autres formes de banditisme dans les grandes villes du pays. Mais aussi la résurgence du conflit entre kasaïen et katangais dans l'espace grand Katanga.

Sur le plan économique et social

La RDC était confrontée à plusieurs problèmes économiques, entre autres : l'inflation du taux de dollars américain face à la monnaie locale, l'augmentation du prix du carburant à la pompe, l'instabilité des prix sur le marché, l'absence du pouvoir d'achat de la population, les débordements des eaux du fleuve qui a occasionné des déplacements interne de la population, des pertes en vies humaines, les dégâts matériels.

Toujours dans le tableau social, il est important de noter que la RDC a été sérieusement confrontée par la problématique d'accès pour tous à l'électricité dans plusieurs villes de la RDC. Selon le rapport de l'ARE 2022, 6,75% des Congolais avaient accès à l'électricité. Un déficit qui est beaucoup lié au faible niveau de production de l'électricité, face à l'accroissement exponentielle des populations estimées actuellement à plus de 100 millions.²

La problématique d'accès pour tous à l'électricité est caractérisée par les délestages ; les vétustés des équipements de production, production et distribution de l'énergie ; la facturation forfaitaire de l'électricité ; l'existence de plusieurs projets de production d'énergie, sans être achevés, le cas du projet kakobola, projet Katende, projet de centrale solaire à Maluku et autres. Le faible accès à l'électrique impacte également sur la déforestation, pour le besoin de la fabrication des bois d'énergies.

Au regard de ce contexte, la CORAP a eu à adapter son travail pour exiger le développement des stratégies, qui mettent en avant les intérêts du pays et de ses populations, pour l'amélioration des conditions de vie de ces derniers aux services sociaux de base.¹

¹ <https://www.google.com/url?sa=t&rcct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKewjUmYrazrKEAxXxQkEAHcSRCSEQFnoECA8QA-Q&url=https%3A%2F%2Fare.gouv.cd%2Frapport-annuel-2022%2F&usg=AOvVaw0TsMEN3XlwZtkntKFIDzi&opi=89978449>

² https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_la_r%C3%A9publique_d%C3%A9mocratique_du_Congo#:~:text=La%20population%20du%20Congo%20est,le%20plus%20peupl%C3%A9%20du%20monde.




IV

CORAP en action (Activités réalisées par la CORAP en 2023)



La CORAP a réalisée plusieurs activités en 2023, qu'il s'agisse de la mobilisation communautaire, de la sensibilisation ou conscientisation, de renforcement des capacités des parties prenantes (acteurs de la Société Civile, les communautés locales, les autorités politico administrative et les privés) ou encore simplement par la recherche et le partage d'information.

- resumé en chiffre de notre action :

	35 000	Personnes touchées sur X en 2023
	655 865	Personnes touchées sur Facebook en 2023
	3000	Personnes touchées directement par nos actions
	10	Document de plaidoyer produit en 2023
	4	Etudes ont été publiées par la Corap en 2023



Mobilisation pour l'accès pour tous à l'électricité

Dans le but de pousser les autorités à mettre en place des actions concrètes visant à améliorer la qualité de la desserte en électricité en RDC et plus particulièrement dans la ville de Kinshasa qui est le miroir de la République, La CORAP a initié une campagne du Janvier jusqu'au mois de Mars 2023 sur l'accès pour tous à l'électricité, dénommée: <Tolvembi Molili>, qui signifie nous en avons marre de l'obscurité pour plus de mobilisations qui devraient conduire la revisitation du budget de l'État en faveur de l'augmentation du financement de l'électrification du pays (production de l'électricité), pour la finalisation de la réforme du secteur et la réforme de la SNEL, l'annulation du système de la facturation forfaitaire et bien d'autres problèmes liés à la desserte.



Nous pouvons noter des actions pour l'accès à l'électricité les effets suivants :

1

L'organisation de ce genre de mobilisations dans des provinces par d'autres organisations partenaires, le cas du Haut Katanga (Lubumbashi), par les mouvements citoyens ; ainsi que dans d'autres provinces comme le Kongo central, précisément à Boma par l'organisation IDE

2

La création d'un débat public, dans l'opinion publique d'une part et d'autre part au niveau de l'Assemblée Nationale, pendant la session de Mars 2023, qui a conduit à la suspension du Directeur Général de la Société Nationale de l'Électricité, SNEL en sigle Mr Fabrice LUSINDE.

3

La prise en main de quelques problèmes de dessertes en électricité dans certains quartiers de Kinshasa, à la suite des plaidoyers menés par les organisations membres de la CORAP.

En voici quelques exemples :

- Le remplacement des 2 câbles pour palier au problème lié à la qualité du courant servi par la SNEL, dans le quartier FUNA 1, commune de Barumbu. Plaidoyer mené par les organisations AJARC et MCDC ;
- Le renforcement des câbles par la SNEL dans 3 quartiers de la commune de Kimbanseke. Plaidoyer soutenu par l'organisation ACVDP ;
- Remplacement d'un transformateur pour la cabine Mushi dans la commune de Lingwala à la suite du plaidoyer mené par la Maison de la Femme- RAOCB.

4

Le renforcement de la collaboration entre la CORAP et certaines institutions publiques et entreprises commerciales. A savoir : 'ANSER, 'ARE, la SNEL, VIRUNGA SARL, NURU-SASU et autres.



Plaidoyer pour l'accroissement des investissements dans le secteur de l'électricité en RDC

Plusieurs actions de plaidoyer ont été menées par la corap, entre autre :



Sur la fiscalité du secteur de l'électricité



Plus de 80 IMPÔTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCES payés par les entreprises du secteur de l'électricité en 2022

Dans son rôle de suivi des réformes, la CORAP a mené des recherches et publié un rapport pour comprendre les goulots d'étranglements qui ne permettent pas le décollage effectif du secteur de l'électricité décentralisé et libéralisé.

Parmi les multiples problèmes, les analyses révèlent qu'il existe une fiscalité asphyxiante, qui ne peut pas inciter les investisseurs dans la production de l'électricité.

Le rapport de l'étude a révélé qu'en 2022, les entreprises étaient appelées à payer plus de 80 taxes, impôts et redevances.

Raison pour laquelle, une de plus grande recommandation formulée par les différents acteurs auprès de l'autorité est de décréter un état d'urgence fiscale pour le secteur de l'électricité et surtout tenant compte du grand déficit d'accès à l'électricité que connaît le pays.

Le rapport de l'étude publié par la CORAP et ACERD, intitulé : Fiscalité Asphyxiante et non promotrice des investissements dans le secteur de l'électricité en RDC³ est à retrouver sur le site www.coraprdc.org.

3. <http://coraprdc.org/wp-content/uploads/2023/11/Fiscalite-1.pdf>



Sur l'effectivité de la décentralisation et libéralisation du secteur de l'électricité en RDC

La loi N° 14/011 du 17 Juin 2014 relative à la libéralisation du secteur de l'électricité en RDC, consacre deux principes fondamentaux, à savoir: la Libéralisation et la décentralisation du secteur de l'électricité.

De ce fait, plus de 9 ans après, il a été constaté que plusieurs provinces n'ont pas emboîté les pas pour développer les potentiels énergétiques au niveau décentralisé.

C'est dans ce contexte que la CORAP a produit un outil pour la sensibilisation et conscientisation des acteurs, suivant l'échelle de la décentralisation dans le secteur. Il s'agit de guide sur la décentralisation et la libéralisation du secteur de l'électricité en RDC .¹

L'outil a été rendu public, lors d'un café débat organisé à Kinshasa au mois de Novembre 2023

, qui avait réuni plus de 70 représentants des institutions publiques nationales et provinciales, des acteurs privés et des ONGs.

Un premier test de l'application du guide au niveau local a été effectué dans la province du Kongo Central, précisément dans le territoire de Luozi. Pour ce faire, une séance de renforcement des capacités impliquant l'Administrateur du Territoire, les autorités politico-administratives, le secteur privé, les notables, ainsi que quelques représentants des ONG. Cette séance a conduit à un éveil de conscience populaire et au sentiment de révolte contre le manque d'électricité. Un comité local a été mis en place pour réfléchir sur les solutions et actions à mener pour éclairer définitivement le territoire de Luozi.

SUR LA DÉCENTRALISATION ET LA LIBÉRALISATION DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ EN RDC.

...



4. <https://coraprdc.org/wp-content/uploads/2023/11/Guide-sur-la-decentralisation-1.pdf>



Sur l'électrification de la ville de Kinshasa

Dans le cadre de notre plaidoyer pour l'augmentation du taux d'accès à l'électricité d'une part et pour l'amélioration de la qualité de la desserte en électricité dans les zones urbaines, rurales et périurbaines en RDC. La CORAP en partenariat avec CODED et Ressources Matters ont mené une étude diagnostic sur la situation d'accès à l'électricité dans la ville de Kinshasa, qui a proposé plusieurs recommandations à l'endroit des autorités tant au niveau national que provincial sur des solutions à mettre en œuvre.

A la suite de ce travail et s'inspirant à l'initiative de l'organisation Ressource Matters sur la mise en place d'un espace technique, qui regroupe plusieurs acteurs importants du secteur pour réfléchir sur des solutions et faire des propositions concrètes pour l'électrification du pays, dénommé [Core groupe](#).

C'est dans cette logique que la CORAP et le CODED ont ensemble initié la mise en place d'un Core Groupe provincial de Kinshasa, en identifiant les experts techniques issus d'institutions publiques et privées, à savoir : ACERD, SNEL, INPP, la Divisions Provinciale de l'Énergie, Les Chefs de Services communales de l'Énergie, CERECK, Orange Énergie, et toutes les autres institutions provinciales. Cela dans le but de recueillir les données existantes, promouvoir et vulgariser les outils, réfléchir sur les défis d'électrification de la province et proposer des pistes de solutions.

Un de plus grand résultat attendu du Core Groupe ville de Kinshasa est de pouvoir collecter les informations nécessaires pouvant aider à l'élaboration d'un plan d'électrification de Kinshasa, qui est le miroir de la RDC, mais qui reste dépendant d'un système d'électrification centralisé produit par les barrages d'Inga et de Zongo, alors qu'il existe aussi un potentiel important en énergies renouvelables pour la ville de Kinshasa.





Transition juste en RDC

La RDC dispose d'un énorme potentiel solaire, éolien et hydroélectrique et, conformément à ses contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris, le gouvernement s'est engagé à augmenter la part des énergies renouvelables dans son mélange énergétique national.



La transition juste, reste un de plus grand combat de la CORAP qui milite pour la défense des droits et intérêts des communautés locales dans les différentes réformes mises en place, ainsi que dans toutes les actions publiques soutenues par le gouvernement congolais.

La grande question pour la CORAP est celle de savoir comment est-ce que les intérêts des populations en général et particulièrement des communautés sont pris en compte dans

des actions de développement, tenant compte du contexte du changement climatique.

Face à ce qui précède, le travail de la CORAP sur la transition juste en 2023 s'était articulé sur le projet Grand Inga et Hydrogène Vert, sur la gestion durable des ressources en eau et la forêt (cuisson propre), ainsi que sur les hydrocarbures.



Grand Inga et l'hydrogène vert

A. Grand Inga et FFI

Depuis 2013, la CORAP est engagée dans le plaidoyer sur le projet Grand Inga, en mettant en avant les questions sur la prise en compte de la dimension environnementale et sociale aux côtés des intérêts économiques toujours promus par les acteurs politiques.

En 2024, le plaidoyer de la CORAP sur le projet Grand Inga sera orienté vers l'opérateur principal [Fortescue Future Industrie \(FFI\)](#), qui était couvert par le Mémoire d'Entente entre elle et le gouvernement congolais sur le besoin de l'exploitation du site d'Inga et des sites connexes de la ville de Matadi et de Mpioka dans le territoire de Luozi dans le but de la création d'une Industrie Verte, pour produire de l'hydrogène vert et d'autres intrants, dans le contexte de la transition énergétique. Nos actions de la CORAP, ([Communiqués de presses, notes d'analyses, émissions radios et télé, etc.](#)), avaient un focus sur les demandes suivantes :



La réalisation des études d'impacts environnemental et social comme préalable pour le gouvernement Congolais, et non pour les développeurs qui souhaitent obtenir un contrat de concession pour le développement du projet ;



Le non octroi des marchés aux développeurs en violation des lois du pays en ce qui concerne la passation des marchés publics et des droits des communautés ;



L'organisation d'un processus de consultation des communautés locales dans le strict respect des lois du pays et en respectant strictement le principe du Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP) ;



Ne pas vendre à l'aveuglette la souveraineté énergétique en accordant tous les privilèges de l'exploitation du grand potentiel énergétique à un développeur, sans une contrepartie claire et avantageuse pour le pays et ses communautés ;



Arrêt du favoritisme et de l'expansion de la corruption entre les acteurs étatiques et les développeurs. L'exemple des avantages que la Présidence de la République, spécialement à travers le Conseiller Spécial en Matière des Infrastructures avait accordés au développeur FFI, jusqu'à les sous-loger dans son cabinet de travail.

Dans ce contexte, la CORAP et International Rivers ont produit une [fiche d'information](#) (Fact Sheets) sur le projet Grand Inga, qui renseigne sur le projet porté par FFI et ses impacts.

La CORAP et ses partenaires se réjouissent qu'enfin des comptes que le Chef de l'État ait pris en compte quelques préoccupations, dans la mesure où FFI n'a pas développé de l'expertise dans la construction des barrages.

Donc il ne méritait pas d'obtenir un marché public de Gré à Gré en violation flagrante des lois du pays. Mais aussi que son modèle économique ne pouvait pas être avantageux à la RDC et à ses populations.

Pour renforcer son plaidoyer, la CORAP formule une recommandation au Chef de l'État de la RDC de faire de la dimension environnementale dans le projet Grand Inga une priorité au même titre que la dimension économique. Parce qu'il est de plus en plus prouvé scientifiquement que les Grands barrages sont actuellement à problème, surtout tenant compte de la proportion des dégâts en termes d'impacts qu'ils apportent sur la biodiversité, ainsi que sur les communautés locales. Pas besoin de tuer l'avenir d'un pays à cause du gain.

• **Accompagnement des communautés locale d'Inga**



La CORAP a travaillé dans l'accompagnement des communautés locales d'Inga, regroupées dans l'organisation communautaire dénommée : Convergence pour les Droits et Intérêts des Communautés locales d'Inga (CODICLI). Cette accompagnement portait sur les aspects suivant

- Renforcement la structuration de l'organisation communautaire, en facilitant des renforcements des capacités et en le dotant des outils nécessaires ;
- Soutient le plaidoyer local et au niveau national des communautés locales sur le projet Grand Inga ;
- Facilitation des rencontres entre les ayants droits d'Inga et les acteurs de la société civile afin de trouver un consensus dans la mise en œuvre des activités à Inga ;
- Renforcement du plaidoyer pour la mise en place d'un cadre de concertation au niveau local entre les développeurs, les autorités nationales, les autorités politico-administratives et sécuritaires dans le site d'Inga pour échanger autour du plaidoyer des organisations de la société civile en rapport avec le projet grand Inga.

- **Réseautage entre les communautés locale d'Inga (RDC) les communautés locale de Mphanda Nkuwa (Mozambique)**

Le Chargé de Programme de la CORAP a participé à une rencontre organisée à Maputo au Mois de Juillet 2023 par l'organisation Justice Ambientale pour renforcer le partage d'informations et d'expériences entre les communautés locales autour du barrage d'Inga en RDC et les communautés locales autour du barrage hydroélectrique de Mphanda Nkuwa, en cours de négociation pour la construction par Total Energie dans le district de Marara en Mozambique.

Les Objectifs poursuivis par cette activités étaient les suivants :

- **Partager les expériences de la CORAP, en ce qui concerne l'accompagnement communautaire dans la défense des droits et intérêts de cette communauté ;**
- **Identifier des stratégies de plaidoyer au niveau international pour défendre les droits et intérêts de deux communautés ;**
- **Partager les témoignages des communautés sur la stratégie de la défense des droits et leurs intérêts.**



- **Besoin de l'hydrogène en Europe, face au potentiel Congolais**

Aux côtés des organisations FESO, CODED, SOFLECO, International Rivers, la CORAP a également participé au [plaidoyer international auprès de l'Allemagne et de l'Union Européenne sur l'hydrogène vert](#), pour discuter des plans de développement et d'extraction d'hydrogène vert de l'Allemagne et de l'UE concernant les pays en Afrique, y compris en RDC.

Pour rappel, le plan de FFI de devenir le premier producteur de l'hydrogène vert dans le monde, à travers le projet Grand Inga, avait comme cible potentielle, les acheteurs de l'hydrogène vert entre autres l'Allemagne et l'EU.





Au cours de ce voyage de 10 jours, du 16 au 25 septembre 2023, les activités menées sont les suivantes :

- Des réunions ont été organisées avec plusieurs membres du Parlement allemand (MP), notamment le Parti vert avec Kathrin Henneberger, Katrin Uhlig et d'autres Verts, l'Union chrétienne-démocrate avec MdB Volkmar Klein, les libéraux avec Till Mansmann, MP, le groupe parlementaire Afrique centrale avec Jürgen Cosse, Christoph Hoffmann, Olaf Gutting.
- Une réunion avec des représentants de deux ministères : le ministère de la coopération économique et du développement (BMZ) - avec Tony Baumann et Karim Azaiz et le ministère de l'environnement avec Ulrich Nicklas, Janine Muzau.
- La délégation a également rencontré des financiers, notamment la KfW Development Bank avec Alexander Hablik (économiste sectoriel/énergies renouvelables), Sébastien Cognet (expert technique/évaluation de l'impact environnemental et social), Anton Bösl (directeur général pour les affaires fédérales) et Markus Schlömann (directeur national pour la RDC) ;
- Il y a aussi eu des rencontres avec des ONG allemandes à Berlin et Belges à Bruxelles.

Le but de ces rencontres était d'engager des discussions avec des organisations de la société civile et aux institutions européennes afin de les sensibiliser à l'urgence de prendre en compte les droits de l'homme lors de l'élaboration ou de la définition de politiques liées à l'importation d'hydrogène vert. L'action sur le changement climatique et la transition énergétique doivent être justes. Parce que nous nous battons contre toute forme d'hydrogène vert qui proviendrait de grandes centrales hydroélectriques et qui ne tiendrait pas compte des droits de l'homme et des droits de la communauté.



Exploitation des hydrocarbures en RDC

• Campagne sur les hydrocarbures en RDC

Un constat majeur fait est que la majorité de la population congolaise n'est pas suffisamment informée sur les méandres de l'exploitation des hydrocarbures, ainsi que sur les impacts négatifs qui en résulte. Cependant, la grande motivation est de dire : "Si nous avons du pétrole dans le sous-sol, pourquoi ne pas l'exploiter pour que ça nous apporte des ressources et que ça nous sorte de la pauvreté ?".

Cette réflexion est soutenue par les discours des autorités congolaises, par entre autres la Ministre d'État, Ministre de l'Environnement ; le Ministre des Hydrocarbures qui a même déclaré que le pays gagnerait plus de 200 milles milliards de dollars américains, dans le processus des blocs gaziers et pétroliers.

Face à ce contexte, la CORAP a axé son travail en 2023 sur deux aspects, à savoir la production des outils pour faciliter et renforcer la sensibilisation des communautés et de l'Élite congolaise, ainsi que le lancement d'une campagne médiatique axée essentiellement dans les réseaux sociaux.

Guide pour les communautés locales sur les impacts des

Un outil important qui renseigne sur les enjeux et les impacts de l'exploitation des hydrocarbures, en commençant par la définition des concepts clés, en partageant les expériences pays qui vivent l'exploitation (Nigeria - État du Delta, USA - État de Californie, RDC - Muanda), en présentant le processus des blocs pétroliers présenté par le gouvernement congolais, ainsi qu'en abordant la problématique des alternatives durables. Le présent guide a servi pour les actions de sensibilisation à la Base dans plusieurs communautés des (Bikoro, Mbandaka) province de l'équateur ,(Idjwi et Goma) dans le grand Kivu, (Muanda) dans le Kongo central.



Campagne médiatique sur les impacts des hydrocarbures

Hormis quelques émissions organisées dans certaines chaînes comme la radio Top Congo, B-one TV, et autre, cette campagne était beaucoup plus accessible sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter).



- **Participation à la conférence sur la décolonisation de l'énergie en Afrique - Sénégal**



La CORAP en sa qualité de Oil watch et de Fishnet Alliance, a pris part à l'Assemblée Générale et à la conférence sur la décolonisation de l'énergie en Afrique, tenue du 06 au 12 Août 2023 dans la ville Saly et Sa au Sénégal. Cette rencontre s'est constituée en un cadre de discussions sur les alternatives à l'exploitation pétrolière, ainsi que sur l'importance d'une transition énergétique juste dans le contexte africain. Plusieurs organisations africaines ont pris part à cette conférence, notamment des organisations du Nigeria et du Sénégal qui ont abordé la question de l'expropriation des terres des communautés dans le but de les octroyer aux entreprises pétrolières. Plusieurs expériences ont été mises en avant et des mesures préventives ont été mises en place pour faire face aux projets d'exploitation en cours.

La conférence s'est conclue par une visite de la ville de Saint-Louis, au cours de laquelle il était question de rencontrer les communautés vivant sur les côtes de l'océan Atlantique, qui subissent les conséquences de l'exploitation du pétrole en offshore.

[Une lettre](#) ouverte a été produite et signée par les membres, adressée aux différents gouvernements africains, afin de les inciter à mettre fin aux divers projets d'exploitation et à envisager d'investir dans les énergies renouvelables tout en tenant compte des besoins des communautés dans le cadre d'une transition énergétique africaine.



Gestion durable des ressources en eaux (Fleuve Congo)

Dans le cadre de la journée internationale des rivières et la lutte contre les grands barrages hydroélectriques, la CORAP a organisée en date du 14 Mars 2023, une conférence scientifique à l'INPP - ESFORCA en présence des plusieurs acteurs scientifiques, les représentants des Institutions Publiques (Ministère des Ressources Hydrauliques et Électricité, Ministère des hydrocarbures, Ministère de l'Environnement, la Congolaise des Voies Maritimes, la Régie des Voies Fluviale, Société Civile et autres, et tout autres acteurs qui militent pour la protection de l'environnement et qui s'intéresse au enjeux du projet d'aménagement du fleuve Congo.

Cette conférence qui a mobilisé plus de 100 participants, avait pour objectifs :



- Réfléchir autour des questions liées à la protection des rivières en rapport avec les grands projets susceptibles de détruire notre écosystème, l'environnement et la libre circulation de nos cours d'eau ;
- Inciter le gouvernement à se désengager dans sa vision de vouloir à tout prix développer les grands barrages hydroélectriques sans tenir compte des enjeux sur le plan environnemental, économique, social ;
- Partager avec les étudiants, les alternatives que proposent la CORAP sur sa vision en rapport avec le secteur énergétique ;
- Inciter les étudiants à proposer des initiatives allant dans le sens de promouvoir le développement des micro-projets énergétiques.



RDC, pays solution : Participation de la CORAP à la COP 28

Dans le cadre de son engagement sur la transition juste, spécialement dans son plaidoyer sur les grands barrages, le problème de l'hydrogène vert, ainsi que la question des hydrocarbures. La CORAP a activement participé à la COP28 du 06 au 11 décembre 2023.

Hormis le fait de participer à plusieurs actions, nous avons été impliqués dans 3 actions majeures, à savoir :

1. Intervention dans le panel sur l'hydroélectricité sur le thème : Au-delà de la façade verte : Démasquer les véritables coûts environnementaux de l'hydroélectricité – Regards des protecteurs des rivières

Aux côtés des autres activistes du monde, qui militent pour la protection des cours d'eau, le Secrétaire Exécutif de CORAP a participé au panel organisé par [Dr Emily Benton Hite](#), pour le compte du Michigan Tech University. Son intervention a porté sur l'expérience de la RDC en rapport avec l'hydroélectricité et la problématique de la gestion durable des ressources en eau.

La RDC figure parmi les pays ayant le plus faible taux d'électrification. Moins de 10% de la population congolaise dispose d'un accès à l'électricité.



2. Side événement de International Rivers



L'hydroélectricité : une fausse solution climatique et les efforts des populations autochtones pour protéger et restaurer les rivières. Cette session a examiné l'empreinte massive de méthane de l'hydroélectricité, le soutien des Nations Unies aux barrages en tant que compensations d'émissions, la menace croissante que la crise climatique fait peser sur les barrages et les millions de personnes qui vivent en aval, ainsi que les efforts déployés

par les populations autochtones pour restaurer leurs rivières en supprimant les barrages.

Le Secrétaire Exécutif de la CORAP, Monsieur Emmanuel MUSUYU, a pour ce faire intervenu sur le thème : Le barrage du Grand Inga et la transformation de l'énergie hydraulique en hydrogène - une fausse solution pour le climat.

3. Side événement de la CORAP sur la transition énergétique

Depuis plusieurs années, le monde réfléchit sur les possibilités d'abandonner la production, la distribution et la consommation des énergies fossiles en faveur du développement des alternatives, qu'il s'agisse des énergies renouvelables, des batteries électriques ou encore de l'hydrogène vert.

Les questions qui se posent sont celles de savoir :

- Qui ont réellement besoin de la transition énergétique ?**
- Quel est le vrai besoin de la transition énergétique pour les pays du Sud ?**
- Quelles sont les vraies solutions pour résoudre ces problèmes climatiques ?**
- Comment devra se comporter la RDC, pays solution ?**

Ce sont ses questions qui ont poussé la CORAP a organisé le vendredi 08 décembre 2023, le SIDE EVENT intitulé : Transition énergétique : Opportunités d'hydrogène vert dans le contexte de la RDC comme pays solution.

Sous la modération de maître Gabrielle PERO (Directrice Générale du CENADEP), deux experts du secteur ont assuré les interventions. Il s'agit de Monsieur Emmanuel MUYUSU, Secrétaire Exécutif de la CORAP et Madame la Professeur Patience NGELINKOTO, Doyen de la Faculté des Sciences à l'Université Pedagogique Nationale.





Gouvernance dans le secteur de l'électricité en RDC

En 2023, la CORAP a axé son plaidoyer pour l'amélioration de la gouvernance dans le secteur de l'électricité sur la nécessité de l'intégration du secteur de l'électricité dans le système de rapportage de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

En collaboration avec l'organisation AFREWATCH, dans le cadre du Réseau Mwangaza, un [atelier](#) a été organisé, dans le cadre de la sensibilisation des acteurs impliqués dans le secteur de l'électricité, plus précisément la Société Civile sur la nécessité de soutenir le plaidoyer sur l'importance d'adopter les principes de gouvernance dans le but d'améliorer la transparence, l'accès aux informations nécessaires (ex: contrats, etc.).

Cette sensibilisation a été rendue possible grâce au rapport publié par AFREWATCH et CORAP dans le cadre de Mwangaza, "[5 raisons pour l'intégration du secteur de l'électricité dans l'ITIE](#)".

En collaboration avec le Secrétariat Technique de l'ITIE, il est recommandé de mener une étude de cadrage pour arriver à justifier le bien-fondé de l'intégration du secteur dans le système de rapportage pour l'amélioration de la gouvernance.



www.coraprdc.org

TELECHARGER LA NOTE TECHNIQUE

**CINQ RAISONS POUR INTEGRER
LE SECTEUR DE L'ELECTRICITE DANS L'ITIE RDC**

V

Création des alliances



La CORAP étant une plateforme qui regroupe plus de 50 organisations œuvrant sur l'ensemble du territoire national. Elle conforte toujours les alliances en interne, ainsi qu'à l'externe pour plus d'impacts. C'est dans cette optique qu'elle a été à l'initiative, comme elle a aussi participé à diverses actions impliquant des mouvements et des organisations au niveau local, provincial, national et international.



Réseau Mwangaza



Network (HIC)
Dynamique POLE



Oil Watch



Coalition
International pour
l'Habitat / Housing
and Land Rights



Groupe de Travail
Climat REDD
Renové (GTCRR) ;



Association
Congolaise
pour les Énergies
Renouvelables et
Décentralisées
(ACERD)

Core Groupe (national
et provincial)

Tribunal Permanent
des Peuple RDC

Groupe de référence
de la Campagne
d'Afrique Australe pour
le Démantèlement du
Pouvoir des Entreprises

Alliance pour le Climat
et l'Aménagement du
Territoire (CLUA)

Campagne LAMU

FishNet Alliance

La CORAP a également renforcé ses partenariats avec les institutions et acteurs publics, ainsi qu'avec certaines institutions privées en RDC, il s'agit de :



Ministère de
l'Environnement
et Développement
Durable (MEDD)



L'Agence National
d'Électrification
et des Services
Énergétiques
en Milieux Rural
et Périurbain
(ANSER) ;



L'Agence
Congolaise pour
l'Environnement
(ACE)



Autorité de
Régulation de
l'Électricité (ARE) ;



Virunga SARL



La Société nationale
d'électricité

Le Ministère des
Ressources Hydrauliques
et Électricité (MRHE) ;

VI

Défis et leçons



Défis

- Influencer l'adoption d'une vision intégratrice sur la transition énergétique en RDC, mettant la population et particulièrement les communautés locales au centre de l'action ;
- Influencer les différentes réformes engagées en RDC pour la prise en compte des réels besoins (contexte particulier) des communautés locales ;
- Pousser au renversement de la pauvreté énergétique en RDC, pour l'accroissement du taux d'accès à l'énergie en RDC ;
- Influencer l'adoption d'une politique nationale de l'énergie et des mesures d'application essentiellement axées sur les énergies renouvelables et facilitant l'effectivité de la décentralisation énergétique ;
- Contribuer significativement à la réduction de la part de la consommation du bois énergie et charbon de bois dans le mixe énergétique de la RDC ;
- Pousser à des réformes pour l'adoption d'un cadre légal et réglementaire qui favorise les investissements dans le secteur de l'électricité pour l'accès pour tous à l'électricité ;
- Obtenir l'annulation des grands projets à fort impacts négatifs sur les communautés locales, sur le changement climatique et sur le développement durable.

Leçons apprises

- Besoin de renforcer des stratégies et des alliances pour plus des mobilisations des communautés afin d'exiger des changements ;
- Renforcer les capacités en termes des ressources humaines, des outils, des moyens financiers et des connexions pour une communication efficace et stratégique axée sur le changement ;
- Renforcer les capacités organisationnelles de l'organisation, en mettant en place des outils essentiels pour le bon fonctionnement ;
- Renforcer la méthodologie pour un engagement efficace avec des organisations membres de la CORAP, ainsi qu'avec les communautés locales pour une représentation dans le plaidoyer qui reflète les réalités communautaires.

VII

Conclusion

Dans son rôle d'interface entre les communautés locales et le pouvoir public, pour la détachent des intérêts et des droits de ces dernières, la CORAP a accompli beaucoup de choses en 2023. Bien que cela ne soit pas suffisant pour arriver au vrai changement tant recherché par tous.

Son action était principalement axée sur la recherche et publication, sur l'accompagnement des communautés locales, sur le renforcement des Organisations de la Société Civile, sur le plaidoyer au niveau national et international, ainsi que sur la mobilisation populaire pour exiger des changements dans les actions publiques et réformes.

Face à ce qui a été rendu possible durant l'année 2023, la CORAP reste très reconnaissante aux différents acteurs qui ont pu apporter une pierre à la

construction du grand travail qu'elle a abattu et surtout pour tous les résultats obtenus.

Pour ce faire, 2024 est une année de grands défis en faveur d'un développement centré sur les besoins réels des communautés locales, face aux différents enjeux économiques, environnementaux et sociaux au niveau national et international. Cette réalité renforce davantage notre engagement pour finalement pousser afin d'obtenir la place des communautés, qui du reste est propriétaire des toutes ressources.

Nous renforçons à cet effet notre engagement dans le grand combat pour une transition juste.



CORAP RDC

La Coalition des Organisations de la Société Civile pour le suivi des Réformes et de l'Action Publique, CORAP, en sigle, est une plate-forme qui regroupe 55 organisations de la Société Civile.

Sa mission consiste à mobiliser constamment les organisations de la société civile pour influencer positivement les politiques publiques en faveur des intérêts civils, politiques, socioculturels, économiques et environnementaux des communautés de base.



+243 81 24 0 5392
+243 81 14 83 555



corapreforme14@gmail.



1150 av. Tabora commune
de Barumbu / Kinshasa -